

Comment l'industrie du tourisme soutient les colonies israéliennes illégales

Par Nikolaj Houmann Mortensen – 15 novembre 2018

Des compagnies telles qu'Expedia et Trivago dirigent des touristes vers des colonies sans le préciser dans leurs publicités.



Al Jazeera ne suggère pas que cette photo ou quiconque apparaissant dessus est lié au sujet de l'article. Cette photo montre des touristes à dos de chameau près de Jérusalem

[Crédit : Brooke lefferts/AP Photo]

Cisjordanie occupée – Des rangées de drapeaux israéliens marquent l'entrée du Centre des visiteurs de Ahava, à quelques centaines de mètres des rives nord-ouest de la Mer Morte.

À l'intérieur, le fabricant de cosmétiques vend des coffrets cadeaux de soins pour la peau « With Love from Israel » aux groupes de touristes américains, russes et coréens qui

arrivent par bus toutes les 10 minutes environ.

Pour le visiteur non informé, il est difficile de savoir qu'on n'est plus à l'intérieur des frontières reconnues internationalement d'Israël, mais en Cisjordanie occupée, dans une colonie israélienne, illégale en droit international.

Il en va de même pour le site proche de Qumran, une attraction touristique très prisée près du lieu où un berger a découvert les fameux Rouleaux de la mer Morte.

Bien qu'il soit situé en Cisjordanie, Israël contrôle maintenant le site, dont l'entrée est également flanquée de rangées de drapeaux israéliens et dotée d'un grand magasin de cadeaux rempli de souvenirs « I love Israel ».

« Je crois que nous sommes en Israël », dit Jimmy Small, un touriste de New York, quand on lui demande où il se trouve.

La plupart des autres touristes dans un parking de bus de touristes à Qumran donnent la même réponse.

L'erreur n'est pas étonnante, au vu des brochures et des sites internet des principales compagnies de voyage.

Une enquête d'Al Jazeera sur des catalogues de voyages et des itinéraires touristiques a révélé que 20 des voyagistes et des sites de réservation les plus connus emmènent les touristes faire du shopping, dîner ou passer la nuit dans des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée, sur le plateau du Golan et à Jérusalem-Est.

Aucune de ces compagnies n'informe les consommateurs potentiels qu'ils visiteront une colonie illégale, et six seulement mentionnent ou laissent entendre qu'ils seront en dehors du territoire israélien.

Thomas Cook, Collette et On the Go Tours, par exemple, font des arrêts au Centre des visiteurs d'Ahava sans indiquer aux touristes qu'ils ont quitté Israël.

Saga Holidays décrit un arrêt dégustation de vin dans la colonie de Katzrin sur le plateau du Golan comme une visite à « la nouvelle ville israélienne de Katzrin ».

Booking.com offre des chambres à louer dans « The Garden Suite Apartment », dont le site internet dit qu'il est situé à « Jérusalem (Israël) », mais le logement est situé dans la colonie de Gilo, en Cisjordanie occupée.

Dans un autre cas, la grosse agence de voyage GoEco, qui se décrit comme « leader en éco-tourisme » offrant une sélection de « projets éthiques bénévoles à l'étranger », propose un programme bénévole de deux à quatre semaines dans le « Mountain Eco Lodge » soi-disant en Israël.

Selon GoEco, le gîte « est un exemple d'habitat soutenable moderne » sur « l'un des plus hauts sommets d'Israël », à Nimrod, « une petite ville israélienne sur le plateau du Golan ».

Il n'est pas précisé que Nimrod est une colonie israélienne, illégale au regard du droit international.

Cette information serait d'autant plus cruciale quand on sait que l'une des principales activités des bénévoles est du travail de construction – « l'expérience gratifiante de construire des structures du sol au plafond » – ce qui signifie que les participants vont directement contribuer à la construction des colonies.

Selon John Dugard, professeur de droit international et ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme en Palestine, les clients des agences de voyage fournissent sans le savoir « aide et complicité » au crime d'établissement de colonies illégales.

« En théorie, cela pourrait les exposer à des poursuites judiciaires pour avoir acheté des biens illégaux, » dit J. Dugard, qui ajoute que bien que les voyageurs ne seront pas

poursuivis devant la Cour pénale internationale pour un tel crime, les agences de voyage devraient avertir les touristes qu'ils sont sur le point de commettre un crime.

« Les touristes devraient se retourner contre les tour operator et réclamer des dédommagements pour avoir été frauduleusement induits en erreur et exposés à une activité criminelle. » a dit J. Dugard.

« Une manière efficace de perpétuer le récit officiel israélien »

Au cours des dernières années, le gouvernement israélien a investi massivement dans la construction d'hôtels et le développement du tourisme dans les colonies de Cisjordanie, et selon des porte-parole de colons, ces dernières années ont vu le tourisme des colonies se développer.

Plus tôt cette année, un rapport fuité d'un Chef de mission de l'Union européenne avertissait que « les colonies touristiques » dans la Jérusalem-Est occupée étaient utilisées « comme un instrument politique pour modifier le récit historique et soutenir, légitimiser et étendre les colonies ».

Ces conclusions sont appuyées par Rami Khalil Isaac, Chargé de cours à l'Académie du tourisme de l'université néerlandaise NHTV de Breda, qui a étudié le tourisme dans les territoires palestiniens occupés.

« Le tourisme devient un moyen efficace de perpétuer le récit israélien officiel. Beaucoup de ces circuits touristiques sur le plateau du Golan ou en Cisjordanie servent en définitive à normaliser l'idée que ces lieux font partie d'Israël, » dit R. K. Isaac.



Photo: Oded Balilty/ AP Photo

□

Les Palestiniens, y compris les guides touristiques palestiniens, ne sont généralement pas autorisés à accéder aux attractions touristiques qui sont développées dans des colonies. Simultanément, les autorités israéliennes et les organisations de colons prennent le contrôle d'un nombre croissant de sites historiques, archéologiques et religieux situés sur des terres palestiniennes occupées.

Alors que les tour operator israéliens peuvent continuer leurs excursions sur les sites qui se trouvent dans les territoires occupés, le passage des guides touristiques palestiniens de Cisjordanie vers Jérusalem ou Israël est strictement restreint.

Selon Brian Reeves de l'ONG israélienne Peace Now, les lieux où les organisations de colons établissent des sites touristiques correspondent à des « terres confisquées ».

« Les colonies touristiques attirent aussi des touristes domestiques israéliens, ce qui renforce jour après jour dans l'esprit des Israéliens le besoin de conserver ces territoires pour toujours, » dit-il.

Parlant à l'ombre de son stand de souvenirs dans la ville de Cisjordanie de Bethléem, le petit commerçant Assem Barakat

souligne qu'Israël contrôle toutes les frontières des territoires palestiniens.

Les touristes voyagent donc le plus souvent avec des compagnies opérant depuis Israël – même lorsqu'ils visitent des lieux situés en Cisjordanie, comme Bethléem.

« Beaucoup ne savent même pas qu'ils ne sont pas en Israël quand ils viennent ici. Et à d'autres on a dit de faire attention – que ça pouvait être dangereux de venir ici, » dit-il.

L'examen des brochures de voyage montre que pour 20 compagnies, y compris TUI et Trafalgar Travel, des lieux situés dans des territoires palestiniens occupés sont essentiels à leurs campagnes de marketing, alors qu'ils les décrivent comme faisant partie d'Israël.

Par exemple, la photo principale sur le site de TUI a été prise dans la Jérusalem-Est occupée, mais le titre du circuit touristique est « Jérusalem et Bethléem, Israël », alors même que la communauté internationale ne reconnaît pas l'annexion par Israël de Jérusalem-Est, et que Bethléem est administrée par l'Autorité palestinienne.

Selon R. K. Isaac, le Chargé de cours de l'Université NHTV de Breda, les agences de tourisme hésitent peut-être à mentionner qu'ils visiteront les territoires palestiniens parce que la région est connue comme une zone de conflit.

« Mais en prétendant qu'ils ne visitent pas la Palestine, les agents de voyage ne font que répéter cette même notion du territoire – que c'est quelque chose dont il faut avoir peur, » dit-il.

Le site de réservation Airbnb a déjà été critiqué pour avoir décrit des hébergements dans des colonies situées sur des terres palestiniennes occupées comme étant à l'intérieur de l'État d'Israël.

Réponses

En 2010 et en 2015, le Bureau britannique de vérification de la publicité (British Advertising Standards Authority, ASA) a interdit la publication de campagnes touristiques israéliennes qui définissent Jérusalem-Est comme faisant partie d'Israël.

Le verdict de 2015 a plus tard été changé lors d'une deuxième enquête, le groupe de surveillance ayant décidé que l'annonce publicitaire ne risquait pas d'induire les consommateurs en erreur et de « leur faire accepter une transaction qu'ils n'auraient sans cela pas acceptée ».

L'ASA a déclaré à Al Jazeera qu'il ne pouvait pas commenter des cas où l'enquête est toujours en cours.

Après avoir été contacté par Al Jazeera, On The Go Tours a déclaré qu'il allait retirer la visite au Centre des visiteurs de Ahava de son voyage en Israël.

Topdeck, Thomas Cook et Collette ont déclaré qu'ils allaient corriger leurs sites internet pour garantir que les Territoires palestiniens soient correctement identifiés sur l'itinéraire.

« Nous sommes désolés que cette partie du circuit n'ait pas été décrite précisément jusque là, » nous a dit un porte-parole de Thomas Cook.

Cependant, Thomas Cook, par le biais de son voyageur Collette, ne change pas son itinéraire et continuera de visiter le Centre de visiteurs de Ahava.

Collette n'a pas souhaité répondre à la question de savoir s'ils allaient dorénavant informer leurs clients qu'ils visiteraient une colonie pendant leur circuit.

Riviera Travel ont admis que leur site internet ne donnait pas au lecteur une idée conforme à celle qu'ils avaient eu l'intention de donner à l'origine, et ont dit qu'ils

s'engageaient à le réviser.

Depuis qu'il a été contacté par Al Jazeera, GoEco a retiré The Mountain Eco Lodge de son site internet. Son co-directeur a annoncé par e-mail qu'ils ne travaillaient plus avec le gîte.

Par e-mail, le porte-parole de Tripadvisor Brian Hoyt n'a rien dit des lieux situés dans les colonies et a dit qu'ils essayaient de « fournir des informations géographiques, pour décrire une résidence ou un lieu, qui soient à la fois pratiques et cohérentes avec les autres sources que les voyageurs pourraient être amenés à utiliser en visitant ces lieux ».

TUI, Mercury Holidays, Explore Travel, TourRadar et l'Office du tourisme du Gouvernement israélien n'ont pas répondu aux demandes de commentaires d'Al Jazeera.

Malgré plusieurs tentatives, Al Jazeera n'a pas non plus reçu de réponse de : Virgin Vacations; Artisans of Leisure; Travel55, Trafalgar; Tours4fun; Gate1; Cosmos; Mayflower Cruises and Tours; Overseas Adventure Travels; Expedia; Booking.com; Travelocity, Trivago; Orbitz, Abercrombie & Kent; Titan Travel; Globus Journeys; Key Tours and Saga Holidays.

Les agences de voyage qui ont visité des colonies israéliennes sans informer leurs clients :

Thomas Cook, Virgin Vacations, Saga Holidays, Artisans of Leisure, Gate 1, Collette Tours, Overseas Adventure Travels, Travel 55, Explore Travel, On the Go Tours, GoEco, Key Tours, Tours4fun.

Les sites de réservation qui ont proposé de l'hébergement sans informer leurs clients qu'ils résideraient dans des colonies :

Expedia, Booking.com, TripAdvisor, Travelocity, Trivago, Orbitz, TourRadar.

Les agences de voyage qui ont défini les territoires occupés

comme étant en Israël :

Abercrombie & Kent, Thomas Cook, Virgin Vacations, Saga Holidays, Artisans of Leisure, TUI, Globus Journeys, Gate 1, Topdeck, Mercury Holidays, Riviera Travel, Titan Travel, Travel 55, Collette Tours, Trafalgar Travel, Cosmos, Key Tours, Mayflower Cruises and Tours, Overseas Adventure Travels, Tours4fun.

Traduction : MUV pour l'Agence France Palestine

Source : [Al Jazeera News](#)